

■ Les règles déontologiques que le consultant doit respecter

Le travail du consultant ne peut se réaliser que dans le respect de règles déontologiques fortes :

- respect du volontariat des salariés ;
- confidentialité, anonymat et protection de la parole des salariés ;
- impartialité et équidistance : le consultant s'interdit tout jugement de valeur et veille à être impartial. Il s'exprime toujours en son nom propre et conserve une posture de tiers entre l'employeur et les représentants du personnel ou les salariés ;
- centrage exclusif sur le travail, sur ce qui pose problème et ce qui est facilitant dans le travail. Exclusion de toute analyse psychologique individualisée ou toute recherche de responsabilité personnelle. Refus d'explication comportementaliste exclusivement centrée sur l'individu ;
- vérification auprès des salariés de la bonne compréhension de ce qu'il a entendu ou observé de leur travail ;
- intégrité et absence de conflits d'intérêts (familiaux, amicaux, financiers, etc.) pouvant influencer son analyse ;
- absence d'orientation ultérieure vers des prestations complémentaires qu'il pourrait proposer, lui ou le cabinet auquel il appartient, en particulier en accompagnement individuel (il faut réorienter vers le service de prévention et de santé au travail ou un acteur tiers) ou en amélioration de l'efficacité personnelle ;
- professionnalisme : le consultant ne doit accepter que les missions relevant de son champ de compétences (ou sinon il s'entoure d'autres compétences dans le cadre d'une co-intervention).

Source : [Brochure INRS ED 6479 - Prévention des risques psychosociaux - Se faire accompagner par un consultant](#)